

---

# Fiches

---

## Chômage



## Avertissement

Les données chiffrées sont parfois arrondies, en général au plus près de leurs valeurs réelles. Le résultat arrondi d'une combinaison de chiffres (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut être légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies. Les sites internet [www.insee.fr](http://www.insee.fr), <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/> et <http://ec.europa.eu/eurostat/home> pour les données internationales mettent en ligne des actualisations pour les chiffres essentiels.

## Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
e	Estimation
p	Résultat provisoire
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

## 2.1 Évolution du chômage

En moyenne en 2018, selon l'enquête Emploi, 2,7 millions de personnes sont au **chômage au sens du Bureau international du travail** (BIT) en France (hors Mayotte), dont 1,3 million de femmes et 1,4 million d'hommes. Le **taux de chômage** en moyenne annuelle s'établit à 9,1 % de la population active en 2018. Il diminue pour la troisième année consécutive (- 0,3 point en 2018, après - 0,7 point en 2017 et - 0,3 point en 2016), après avoir augmenté de 2,9 points entre 2008 et 2014. Le taux de chômage atteint ainsi son plus bas niveau depuis 2009.

Travaillant dans des secteurs plus exposés aux aléas conjoncturels, les hommes ont été plus affectés que les femmes par la hausse du chômage après la crise économique de 2008-2009. À partir de 2012, leur taux de chômage a dépassé celui des femmes, alors qu'il lui était historiquement inférieur, avec un écart culminant à 0,9 point en 2015. La baisse du chômage amorcée en 2016 a cependant été plus marquée pour les hommes et leur taux de chômage est redevenu très proche de celui des femmes : 9,0 %, contre 9,1 % en 2018.

En 2018, le taux de chômage diminue quelle que soit la tranche d'âge, la baisse étant plus importante pour les jeunes : - 1,5 point pour les 15-24 ans, - 0,3 point pour les 25-49 ans et - 0,2 point pour les 50 ans ou plus. Le taux de chômage des jeunes reste cependant bien plus élevé que celui de leurs aînés : il s'élève à 20,8 %, contre 8,5 % pour les 25-49 ans et 6,4 % pour les 50 ans ou plus.

Par définition, le taux de chômage ne concerne que les jeunes présents sur le marché du travail. Or, à cet âge, nombre d'entre eux poursuivent leurs études et ne sont pas

comptabilisés dans la population active s'ils ne travaillent pas (stage, petit boulot, apprentissage, etc.). Rapportée à l'ensemble de la population (actifs et inactifs), la proportion de chômeurs parmi les 15-24 ans est de 7,8 % en 2018, soit une part proche de celle parmi les 25-49 ans (7,5 %). En outre, les jeunes qui ont terminé leurs études à ces âges sont en moyenne moins diplômés que le reste de leur génération.

Or, le taux de chômage est plus élevé pour les actifs les moins diplômés. Il atteint 16,9 % pour les actifs sans diplôme ou ayant le seul certificat d'études primaires, contre moins de 6,0 % pour les diplômés du supérieur. Ces disparités tendent cependant à se réduire en 2018 : le taux de chômage des plus diplômés augmente légèrement (+ 0,3 point pour les titulaires d'un diplôme supérieur à bac+2), alors que celui des personnes ayant au mieux le certificat d'études primaires recule (- 1,4 point).

En 2018, 41,5 % des chômeurs le sont depuis au moins un an. Le **taux de chômage de longue durée** s'établit à 3,8 % de la population active, soit 1,1 million de personnes. Il recule pour la deuxième année consécutive (- 0,4 point en 2018 comme en 2017). Ce taux reste plus élevé pour les hommes (3,9 %) que pour les femmes (3,6 %). Il est aussi plus élevé pour les jeunes (5,1 % des actifs) que pour les autres tranches d'âge (3,6 % pour les 25-49 ans et 3,7 % pour les 50 ans ou plus). Rapporté au nombre de chômeurs, le chômage de longue durée est cependant moins fréquent parmi les jeunes (24,3 % des chômeurs de 15-24 ans) que parmi les plus âgés (42,2 % pour les 25-49 ans et 57,6 % pour les 50 ans ou plus). ■

### Définitions

**Chômage au sens du Bureau international du travail** (BIT) : une personne au chômage est une personne âgée de 15 ans ou plus qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi durant une semaine donnée ; être disponible pour prendre un emploi dans les quinze jours ; avoir cherché activement un emploi au cours des quatre dernières semaines ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

**Taux de chômage** : rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre d'actifs (personnes en emploi et chômeurs).

**Taux de chômage de longue durée** : part des actifs au chômage depuis au moins un an dans la population active.

### Pour en savoir plus

- « Activité, emploi et chômage en 2018 et en séries longues », *Insee Résultats*, à paraître.
- « Une photographie du marché du travail en 2018 », *Insee Première* n° 1740, mars 2019.
- *Informations rapides* n° 36, Insee, février 2019.

# Évolution du chômage 2.1

## 1. Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe, l'âge et le diplôme de 2012 à 2018

	Taux de chômage (en %)							Effectifs (en milliers)
	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2018
<b>Ensemble</b>	<b>9,8</b>	<b>10,3</b>	<b>10,3</b>	<b>10,4</b>	<b>10,1</b>	<b>9,4</b>	<b>9,1</b>	<b>2 702</b>
<b>Sexe</b>								
Femmes	9,7	10,2	10,0	9,9	9,9	9,3	9,1	1 310
Hommes	9,8	10,4	10,5	10,8	10,2	9,5	9,0	1 392
<b>Âge</b>								
De 15 à 24 ans	24,4	24,9	24,2	24,7	24,6	22,3	20,8	596
De 25 à 49 ans	9,1	9,6	9,7	9,7	9,3	8,8	8,5	1 538
50 ans ou plus	6,1	6,8	6,9	7,0	6,9	6,6	6,4	567
<b>Diplôme</b>								
Diplôme supérieur à bac+2	///	///	6,5	6,3	5,7	5,0	5,3	388
Bac+2	///	///	6,1	6,3	5,7	5,5	5,6	256
Bac ou brevet professionnel	///	///	10,5	10,4	10,5	10,0	9,5	584
CAP, BEP ou autre diplôme de ce niveau	///	///	10,7	11,1	10,8	10,0	9,8	676
Brevet des collèges	///	///	14,8	14,5	14,4	13,9	14,5	205
Aucun ou certificat d'études primaires (CEP)	///	///	18,0	18,8	19,4	18,3	16,9	580

Note : les données par diplôme ne sont disponibles sur la France hors Mayotte que depuis 2014.

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes actives.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

## 2. Chômage de longue durée selon le sexe et l'âge de 2014 à 2018

en %

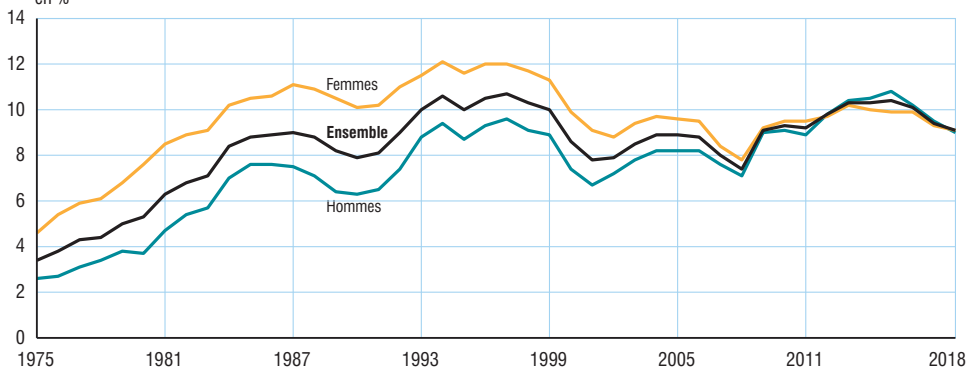
	Taux de chômage de longue durée (d'au moins un an)					Effectifs (en milliers)	Part dans le chômage
	2014	2015	2016	2017	2018	2018	2018
<b>Ensemble</b>	<b>4,5</b>	<b>4,6</b>	<b>4,6</b>	<b>4,2</b>	<b>3,8</b>	<b>1 122</b>	<b>41,5</b>
<b>Sexe</b>							
Femmes	4,3	4,3	4,3	4,0	3,6	524	40,0
Hommes	4,7	4,8	4,8	4,4	3,9	598	42,9
<b>Âge</b>							
De 15 à 24 ans	7,2	6,9	6,9	6,2	5,1	145	24,3
De 25 à 49 ans	4,3	4,3	4,3	4,0	3,6	650	42,2
50 ans ou plus	4,1	4,3	4,4	4,1	3,7	327	57,6

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes actives.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

## 3. Taux de chômage au sens du BIT selon le sexe de 1975 à 2018

en %



Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes actives.

Source : Insee, séries longues sur le marché du travail, enquêtes Emploi.

## 2.2 Risque de chômage

Le risque de chômage est particulièrement élevé en phase d'insertion professionnelle : en 2018, 17,0 % des **actifs** ayant terminé leurs études depuis 1 à 4 ans sont au chômage, contre 11,8 % de ceux qui sont **sortis de formation initiale** depuis 5 à 10 ans et 7,3 % de ceux sortis du système éducatif depuis 11 ans ou plus. L'écart de **taux de chômage** entre les personnes ayant achevé leurs études depuis 1 à 4 ans et celles qui les ont terminées depuis 11 ans ou plus a atteint un pic de 13,4 points en 2009, au plus fort de la crise économique.

Toutes les catégories sociales ne présentent pas le même risque de chômage. En 2018, le taux de chômage des actifs ayant déjà travaillé s'élevait à 7,7 %. Il est plus faible pour les agriculteurs (1,1 %) et les artisans, commerçants et chefs d'entreprise (4,0 %) ainsi que pour les cadres (3,4 %) et les professions intermédiaires (5,1 %). En revanche, il est plus élevé pour les employés (9,9 %) et les ouvriers (12,6 %), en particulier non qualifiés (17,8 %). La crise de 2008-2009 s'est traduite par une hausse du chômage pour toutes les catégories socioprofessionnelles. La baisse du chômage au cours des dernières années a d'abord concerné les cadres (en 2015) et les professions intermédiaires (en 2016), puis les ouvriers et les employés.

En 2018, 16,4 % des **chômeurs** n'ont jamais travaillé ; 45,2 % sont arrivés au terme d'un emploi à durée déterminée ; 13,1 % ont été licenciés, dont 6,3 % pour motif économique ; enfin 9,1 % sont au chômage à la suite d'une rupture conventionnelle et 6,3 %

du fait d'une démission. La part importante des fins d'emploi à durée déterminée dans les entrées dans le chômage illustre les allers-retours fréquents qui peuvent exister entre ces emplois – notamment lorsqu'ils sont de courte durée – et le chômage.

Un nombre important de jeunes chômeurs n'ont jamais travaillé. En 2018, 47,1 % des chômeurs de moins de 25 ans n'ont jamais travaillé, contre 9,3 % des 25-49 ans et 3,2 % des 50 ans ou plus. Parmi les chômeurs ayant déjà travaillé, les 15-24 ans sont plus souvent au chômage au terme d'un emploi à durée déterminée : 72,1 % des jeunes chômeurs de moins de 25 ans ayant déjà travaillé sont dans cette situation, contre 54,7 % pour les 25-49 ans et 42,1 % pour les 50 ans ou plus. Les jeunes chômeurs précédemment en emploi ont également plus souvent démissionné de leur emploi (10,2 %, contre 4,7 % pour les 50 ans ou plus). Les autres circonstances de perte d'emploi sont d'autant plus fréquentes que l'âge augmente. Cela est particulièrement le cas des licenciements, qui concernent 24,2 % des chômeurs de 50 ans ou plus ayant déjà travaillé, contre seulement 5,3 % de ceux de moins de 25 ans. Dans le cas des seniors, il s'agit plus souvent de licenciements économiques.

Quand ils ont travaillé, les hommes sont plus souvent que les femmes au chômage à la suite d'un licenciement économique ou d'une cessation d'activité non salariée ; les femmes le sont davantage à la suite d'une rupture conventionnelle ou d'une démission. ■

### Définitions

**Actif** : personne en emploi ou chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT).

**Sortie de formation initiale** : première interruption de plus d'un an du parcours d'études amorcé à l'école élémentaire.

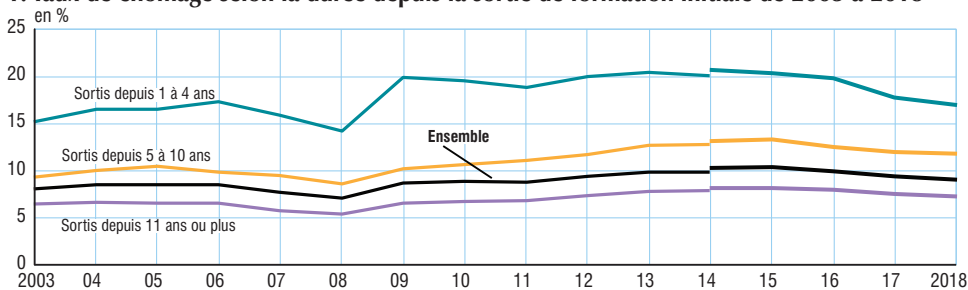
**Taux de chômage** : rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre d'actifs.

**Chômeur** (au sens du BIT) : personne âgée de 15 ans ou plus qui répond simultanément à trois conditions : être sans emploi durant une semaine donnée ; être disponible pour prendre un emploi dans les quinze jours ; avoir cherché activement un emploi au cours des quatre dernières semaines ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

### Pour en savoir plus

- « Une photographie du marché du travail en 2018 », *Insee Première* n° 1740, mars 2019.
- « Les salariés en contrat court : des allers-retours plus fréquents entre emploi, chômage et inactivité », *Insee Première* n° 1736, février 2019.
- Formations et emploi*, coll. « Insee Références », édition 2018.

## 1. Taux de chômage selon la durée depuis la sortie de formation initiale de 2003 à 2018



Champ : France métropolitaine jusqu'en 2014, France hors Mayotte à partir de 2014, population des ménages, personnes actives.

Source : Insee, enquêtes Emploi.

## 2. Nombre de chômeurs et taux de chômage en 2018 selon la catégorie socioprofessionnelle

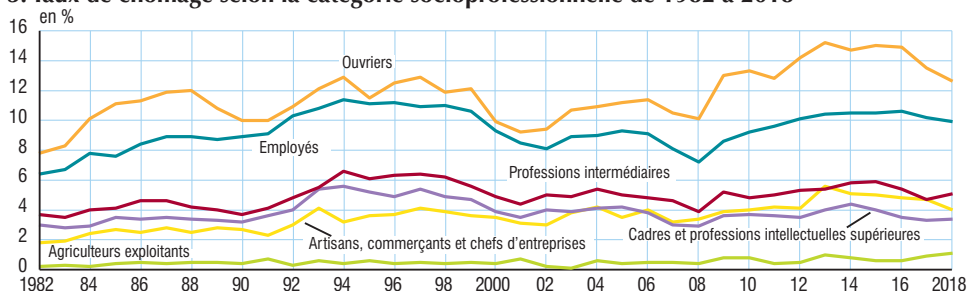
	Nombre de chômeurs (en milliers)	Taux de chômage (en %)		
		Ensemble	Femmes	Hommes
Agriculteurs exploitants	4	1,1	0,7	1,2
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	73	4,0	4,9	3,6
Cadres et professions intellectuelles supérieures	177	3,4	3,3	3,5
Professions intermédiaires	378	5,1	4,9	5,4
Employés <sup>1</sup>	813	9,9	9,7	10,6
Employés qualifiés	284	7,0	7,2	6,4
Employés non qualifiés	529	12,9	12,2	14,9
Ouvriers	795	12,6	15,2	11,9
Ouvriers qualifiés	382	9,6	11,4	9,3
Ouvriers non qualifiés	413	17,8	17,7	17,9
Non renseigné	21	n.s.	n.s.	n.s.
<b>Ensemble des actifs ayant déjà travaillé</b>	<b>2 260</b>	<b>7,7</b>	<b>7,7</b>	<b>7,7</b>
<b>Ensemble des actifs</b>	<b>2 702</b>	<b>9,1</b>	<b>9,1</b>	<b>9,0</b>

1. La ventilation entre employés qualifiés et non qualifiés se fonde sur la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) à 4 chiffres.

Note : la catégorie socioprofessionnelle des chômeurs est celle du dernier emploi occupé. Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes actives.

Source : Insee, enquête Emploi 2018.

## 3. Taux de chômage selon la catégorie socioprofessionnelle de 1982 à 2018



Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes actives ayant déjà travaillé.

Source : Insee, séries longues sur le marché du travail, enquêtes Emploi.

## 4. Situation précédant l'entrée au chômage des chômeurs en 2018

	Ensemble		Sexe		Âge		
			Femmes	Hommes	15-24 ans	25-49 ans	50 ans ou plus
			en %				
<b>Chômeurs n'ayant jamais travaillé</b>	<b>16,4</b>	<b>///</b>	<b>16,5</b>	<b>16,3</b>	<b>47,1</b>	<b>9,3</b>	<b>3,2</b>
<b>Chômeurs ayant déjà travaillé</b>	<b>83,5</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
Fin d'emploi à durée déterminée	45,2	54,1	55,1	53,1	72,1	54,7	42,1
Licenciement économique	6,3	7,6	5,7	9,3	1,8	6,2	14,2
Autre licenciement	6,8	8,1	8,5	7,8	3,5	8,5	10,0
Rupture conventionnelle	9,1	10,9	11,5	10,4	6,3	12,0	10,8
Démission	6,3	7,5	8,3	6,8	10,2	8,0	4,7
Rupture du contrat pour maladie ou invalidité	2,4	2,9	3,1	2,7	0,8	2,5	5,1
Fin d'activité non salariée	2,2	2,6	1,8	3,4	0,1	2,5	4,4
Autres cas	5,2	6,2	5,9	6,6	5,2	5,5	8,8
<b>Ensemble</b>	<b>100,0</b>	<b>///</b>	<b>///</b>	<b>///</b>	<b>///</b>	<b>///</b>	<b>///</b>

Lecture : les fins d'emploi à durée déterminée représentent 45,2 % de l'ensemble des chômeurs et 54,1 % des chômeurs ayant déjà travaillé.

Champ : France hors Mayotte, population des ménages, chômeurs. Source : Insee, enquête Emploi 2018.

## 2.3 Demandeurs d'emploi

Au quatrième trimestre 2018, en France (hors Mayotte), le nombre de **demandeurs d'emploi** inscrits à Pôle emploi en fin de mois s'élève à 6 562 000 en moyenne trimestrielle, dont 5 917 000 (soit 90,2 %) sont tenus de rechercher un emploi (**catégories** A, B, C). Parmi eux, 3 674 000 n'ont exercé aucune activité au cours du mois (catégorie A), 776 000 ont exercé une activité de 78 heures ou moins (catégorie B) et 1 467 000 une activité de plus de 78 heures (catégorie C). Les demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi appartiennent à deux autres catégories : il peut s'agir de personnes sans emploi qui ne sont pas immédiatement disponibles pour reprendre un emploi en raison, par exemple, d'une formation ou d'une maladie (catégorie D, 284 000 personnes au quatrième trimestre 2018) ; il peut aussi s'agir d'individus en emploi, principalement en contrat aidé ou en création d'entreprise (catégorie E, 360 000 personnes).

Entre le quatrième trimestre 2017 et celui de 2018, le nombre moyen de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C a baissé de 12 000 personnes (- 0,2 %). Cette diminution provient de la catégorie A (- 51 000 personnes, soit - 1,4 %), le nombre de demandeurs d'emploi en catégories B et C ayant augmenté de 38 000 sur la période (soit + 1,7 %).

Les hommes sont légèrement majoritaires parmi les demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A ; 50,5 % au quatrième trimestre 2018), mais minoritaires parmi ceux qui exercent une activité réduite (catégories B et C ; 43,7 %). Au total, ils représentent un peu moins de la moitié (47,9 %) de l'ensemble des catégories A, B et C.

La diminution sur un an du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C résulte d'évolutions différenciées par tranche d'âge, avec une nette baisse parmi les jeunes (- 1,8 % pour les moins de 25 ans), une diminution environ moitié moindre parmi les âges intermédiaires (- 1,0 % pour les 25-49 ans) et une hausse parmi les seniors (+ 2,6 % pour les 50 ans ou plus). La fermeture progressive du dispositif de **dispense de recherche d'emploi** à compter de 2009 et le décalage des âges de départ à la retraite lié aux différentes réformes ont contribué, de façon substantielle, à la hausse du nombre de demandeurs d'emploi seniors depuis 2009 : fin 2018, ils représentent 25,7 % des demandeurs d'emploi en catégories A, B et C, contre 15,8 % neuf ans plus tôt.

Au quatrième trimestre 2018, 2 823 000 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégories A, B et C, depuis un an ou plus, soit une hausse de 137 000 sur un an : ils représentent 47,7 % de ces catégories, en augmentation de 2,4 points sur un an. ■

### Définitions

**Demandeurs d'emploi, catégories** : voir *annexe Glossaire*.

**Dispense de recherche d'emploi** (DRE) : dispositif fermé depuis 2012, la dispense de recherche d'emploi permettait à certaines personnes seniors indemnisables de conserver leur droit à indemnisation sans être inscrites sur les listes de Pôle emploi. Les personnes en DRE après 2012 sont celles qui étaient entrées dans le dispositif avant janvier 2012.

### Pour en savoir plus

- « Emploi, chômage, population active en 2017 : nouvelle accélération de l'emploi salarié privé et amplification de la baisse du chômage », *Dares Analyses* n° 031, juillet 2018.
- « Les chômeurs au sens du BIT et les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi : une divergence de mesure du chômage aux causes multiples », in *Emploi, chômage, revenus du travail*, coll. « Insee Références », édition 2019.

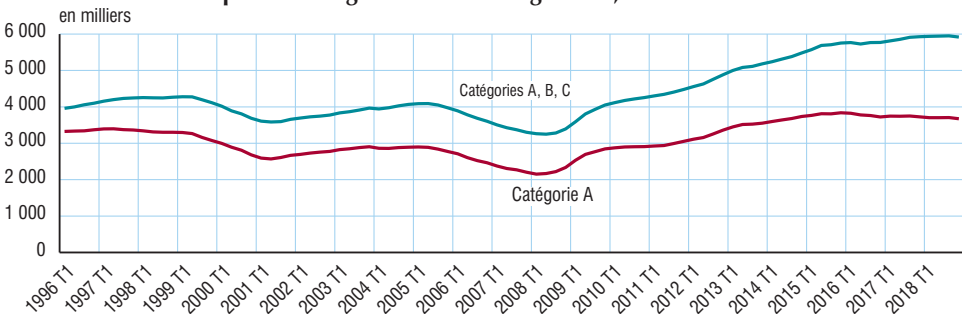
## 1. Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi au quatrième trimestre 2018

en moyenne trimestrielle

	2018 T4		2018 T4 / 2017 T4	
	Effectif (en milliers)	Répartition (en %)	Variation (en milliers)	Évolution (en %)
<b>Ensemble des demandeurs d'emploi (catégories A à E)</b>	<b>6 562</b>	<b>100,0</b>	<b>-53</b>	<b>-0,8</b>
<b>Demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)</b>	<b>5 917</b>	<b>90,2</b>	<b>-12</b>	<b>-0,2</b>
Femmes	3 083	52,1	23	0,8
Hommes	2 834	47,9	-34	-1,2
Moins de 25 ans	765	12,9	-14	-1,8
25-49 ans	3 629	61,3	-36	-1,0
50 ans ou plus	1 523	25,7	38	2,6
Inscrits depuis un an ou plus en catégories A, B, C	2 823	47,7	137	5,1
<b>N'ayant exercé aucune activité (catégorie A)</b>	<b>3 674</b>	<b>56,0</b>	<b>-51</b>	<b>-1,4</b>
Femmes	1 819	49,5	-12	-0,7
Hommes	1 855	50,5	-39	-2,1
Moins de 25 ans	490	13,3	-7	-1,4
25-49 ans	2 187	59,5	-46	-2,1
50 ans ou plus	998	27,2	3	0,3
<b>Ayant exercé une activité (catégories B et C)</b>	<b>2 242</b>	<b>34,2</b>	<b>38</b>	<b>1,7</b>
Catégorie B	776	34,6	5	0,6
Catégorie C	1 467	65,4	34	2,4
Femmes	1 264	56,4	35	2,8
Hommes	979	43,7	5	0,5
Moins de 25 ans	275	12,3	-7	-2,5
25-49 ans	1 442	64,3	10	0,7
50 ans ou plus	525	23,4	36	7,4
<b>Demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi (catégories D et E)</b>	<b>645</b>	<b>9,8</b>	<b>-41</b>	<b>-6,0</b>
Sans emploi, dont stages, maladies, etc. (catégorie D)	284	44,0	9	3,3
En emploi, dont créateurs d'entreprises, contrats aidés (catégorie E)	360	55,8	-51	-12,4

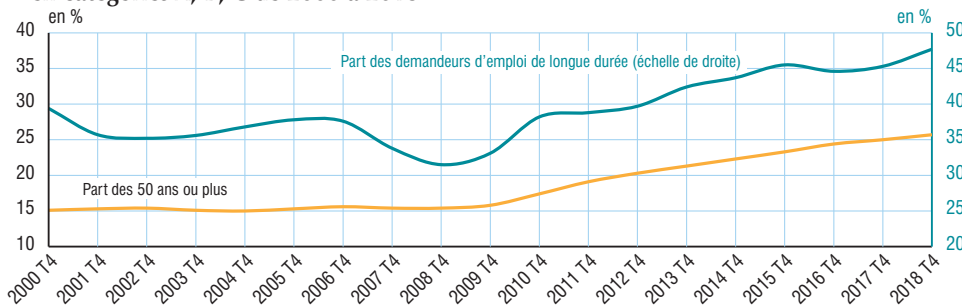
Note : données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO). Dans ce tableau, les évolutions et répartitions du nombre de demandeurs d'emploi sont calculées à partir d'effectifs arrondis à la centaine. Lecture : en moyenne au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 5 917 000 personnes sont inscrites à Pôle emploi en catégories A, B, C, soit 90,2 % de l'ensemble des inscrits. Ce nombre est en diminution par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2017 (-12 000, soit -0,2 %). Parmi les demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B, C au 4<sup>e</sup> trimestre 2018, 12,9 % (soit 765 000 personnes) ont moins de 25 ans. Champ : France hors Mayotte. Source : Dares-Pôle emploi, statistiques du marché du travail (STMT).

## 2. Demandeurs d'emploi en catégorie A et en catégories A, B, C de 1996 à 2018



Note : données CVS-CJO (voir note figure 1). Champ : France hors Mayotte. Source : Dares-Pôle emploi, STMT.

## 3. Part des 50 ans ou plus et part des demandeurs d'emploi de longue durée en catégories A, B, C de 2000 à 2018



Note : données CVS-CJO (voir note figure 1). Champ : France hors Mayotte. Source : Dares-Pôle emploi, STMT.



## 2.4 Indemnisation du chômage

En septembre 2017, en France (hors Mayotte), parmi les personnes inscrites de façon continue sur le mois à Pôle emploi en **catégories A, B, C, D et E**, 64 % ont eu un droit ouvert, tout au long du mois, à une allocation chômage auprès de l'assurance chômage ou de l'État (personnes continûment **indemnisables**) et 48 % en ont perçu effectivement une (personnes **indemnisées**) ; les autres n'ont pas été indemnisées ce mois-là pour différentes raisons, majoritairement celle d'avoir travaillé et reçu un salaire supérieur à un seuil donné.

En septembre 2017, 87 % des personnes continûment indemnisables à une allocation chômage l'ont été au titre de l'assurance chômage, majoritairement par l'**allocation d'aide au retour à l'emploi** (ARE). Les personnes privées d'emploi et n'ayant pas ou plus de droit à l'assurance chômage, et pouvant justifier d'une durée d'activité suffisante, peuvent bénéficier d'allocations chômage financées par l'État, en majorité l'**allocation de solidarité spécifique** (ASS).

Après avoir diminué régulièrement (- 4,5 points entre juillet 2009 et octobre 2014), la part des **demandeurs d'emploi** ou **dispensés de recherche d'emploi** (DRE) indemnisables par une allocation chômage s'est redressée depuis lors (+ 1,9 point entre octobre 2014 et septembre 2017).

Le montant de l'ARE dépend des salaires antérieurs perçus : le taux de remplacement journalier pour les personnes indemnisables du régime général rapporte l'allocation journalière au **salaire journalier de référence** (SJR). En considérant les montants bruts, il est compris entre 57 % et 75 % ; considéré net des cotisations, il est supérieur. Il est d'autant plus élevé que le SJR est faible. Le montant mensuel de l'allocation financée par

l'assurance chômage est calculé en fonction du SJR et du nombre de jours effectivement indemnisés dans le mois. En septembre 2017, les personnes indemnisées par l'assurance chômage ont perçu en moyenne 910 euros nets, le taux de remplacement net moyen sur les jours indemnisés s'élevant à 74 % (63 % en brut). La moitié d'entre elles a perçu un montant net supérieur à 890 euros et moins de 1 % a bénéficié du montant mensuel maximal, soit 6 506 euros nets. Le montant moyen net perçu est plus élevé pour les hommes (1 030 euros en septembre 2017) que pour les femmes (805 euros), notamment en raison d'un moindre recours au temps partiel et d'un SJR en moyenne plus élevé. Il augmente avec l'âge, passant de 685 euros pour les moins de 25 ans à 1030 euros pour les 50 ans ou plus.

En septembre 2017, 52 % des personnes continûment indemnisables par l'ARE ont reçu des revenus au titre d'une activité exercée tout en restant inscrites à Pôle emploi (**activité réduite des allocataires**). La moitié d'entre elles ont perçu simultanément une fraction de leur allocation chômage : en moyenne, elles ont perçu un revenu net de 1 325 euros, dont 590 euros au titre de l'ARE et 735 euros au titre de leur activité. L'autre moitié n'a pas bénéficié d'allocation chômage, majoritairement en raison d'un revenu d'activité plus élevé que le seuil (1 430 euros nets en moyenne). Les personnes indemnisées sans activité réduite ont reçu, en moyenne, 1 065 euros nets d'ARE.

En moyenne en septembre 2017, les bénéficiaires de l'ASS ont perçu 466 euros nets. Pour un mois de 30 jours (c'est le cas de septembre), le montant reçu par une personne seule sans activité est de 489,60 euros nets ; il est moindre pour les demandeurs d'emploi percevant des revenus d'activité. ■

### Définitions

**Activité réduite des allocataires** : pour favoriser le retour à l'emploi, un demandeur d'emploi inscrit à Pôle emploi et ayant un droit ouvert à l'ARE peut conserver une partie de son allocation chômage lorsqu'il reprend un emploi (l'allocation est diminuée de 70 % du revenu d'activité brut et n'est plus versée lorsque les revenus bruts cumulés dépassent le salaire brut antérieur).

**Catégories A, B, C, D et E, indemnisable, indemnisé, allocation d'aide au retour à l'emploi** (ARE), **allocation de solidarité spécifique** (ASS), **demandeur d'emploi, dispensé de recherche d'emploi** (DRE), **salaire journalier de référence** (SJR), **déciles, quartiles, médiane, allocation de sécurisation professionnelle** (ASP) : voir *annexe Glossaire*.

### Pour en savoir plus

- « Les demandeurs d'emploi non indemnisables par l'assurance chômage en 2014 », *Dares Analyses* n° 071, décembre, 2016.
- « Les demandeurs d'emploi indemnisables par l'assurance chômage en 2014 », *Dares Analyses* n° 070, décembre 2016.

# Indemnisation du chômage 2.4

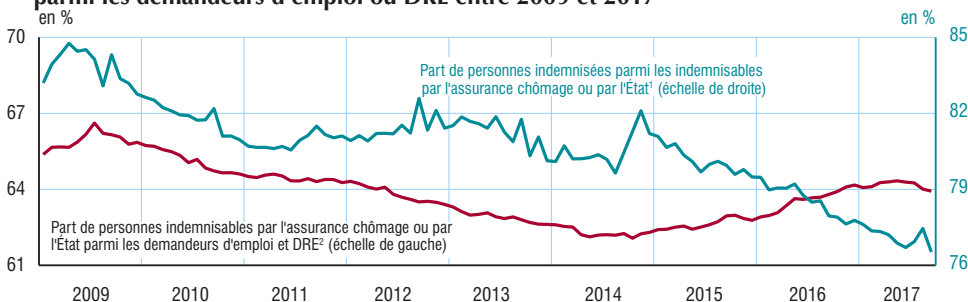
## 1. Situation vis-à-vis de l'indemnisation des personnes inscrites à Pôle emploi ou dispensées de recherche d'emploi (DRE) en septembre 2017

données brutes

	Catégories A, B, C et DRE				Catégories A, B, C, D, E et DRE					
	Effectif (en milliers)	Part (en %)	Effectif (en milliers)	Part (en %)	Répartition par âge (en %)			Répartition par sexe (en %)		
					Moins de 25 ans	25-49 ans	50 ans ou plus	Femmes	Hommes	
<b>Personnes indemnisables<sup>1</sup></b>	<b>3 564</b>	<b>65</b>	<b>3 836</b>	<b>64</b>	<b>54</b>	<b>63</b>	<b>69</b>	<b>63</b>	<b>64</b>	
Par l'assurance chômage <sup>2</sup>	3 093	57	3 324	55	52	57	53	56	54	
Par l'Etat	471	9	512	8	2	7	16	7	10	
<b>Indemnisées</b>	<b>2 665</b>	<b>49</b>	<b>2 875</b>	<b>48</b>	<b>38</b>	<b>46</b>	<b>55</b>	<b>47</b>	<b>48</b>	
Par l'assurance chômage	2 250	41	2 437	40	37	41	41	41	40	
Par l'Etat	415	8	438	7	1	5	14	6	8	
<b>Non indemnisées</b>	<b>899</b>	<b>16</b>	<b>961</b>	<b>16</b>	<b>15</b>	<b>17</b>	<b>13</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	
<b>Personnes non indemnisables</b>	<b>1 889</b>	<b>35</b>	<b>2 205</b>	<b>36</b>	<b>46</b>	<b>37</b>	<b>31</b>	<b>37</b>	<b>36</b>	
<b>Ensemble</b>	<b>5 452</b>	<b>100</b>	<b>6 041</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	

1. Personnes indemnisables en continu sur le mois 2. Les personnes couvertes par l'assurance chômage sont principalement indemnisables par l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE). Les autres relèvent de l'ARE-formation ou de l'allocation de sécurisation professionnelle (ASP).  
Champ : France hors Mayotte, personnes inscrites à Pôle emploi ou dispensées de recherche d'emploi présentes sur la totalité du mois de septembre 2017.  
Source : Pôle emploi, Fichier Historique statistique (échantillon au 1/10) ; segment D3 2017.

## 2. Part des personnes indemnisées parmi les indemnisables, et des personnes indemnisables parmi les demandeurs d'emploi ou DRE entre 2009 et 2017



1. Part des individus indemnisés au moins un jour au cours du mois par l'assurance chômage ou par l'Etat parmi l'ensemble des personnes continuellement indemnisables. 2. Part des individus continuellement indemnisables au cours du mois par l'assurance chômage ou par l'Etat parmi l'ensemble des personnes continuellement inscrites ou dispensées de recherche d'emploi. Champ : France hors Mayotte, personnes inscrites à Pôle emploi en catégories A, B, C, D, E ou dispensées de recherche d'emploi ; données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO).  
Source : Pôle emploi, Fichier Historique statistique (échantillon au 1/10) ; segment D3 2017.

## 3. Montant mensuel net d'allocation d'assurance chômage en septembre 2017

données brutes

	Montant net moyen d'allocation <sup>1</sup> (en euros par mois)	Dispersion des montants nets (en euros par mois)				
		D1	Q1	Médiane	Q3	D9
<b>Ensemble</b>	<b>910</b>	<b>230</b>	<b>535</b>	<b>890</b>	<b>1 105</b>	<b>1 470</b>
Moins de 25 ans	685	210	425	720	920	1 035
De 25 à 49 ans	905	240	550	905	1 105	1 470
De 50 ans ou plus	1 030	230	520	915	1 230	1 800
Femmes	805	200	455	800	1 020	1 345
Hommes	1 030	290	650	965	1 185	1 620

1. Les allocations prises en compte sont l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE), l'ARE-formation, l'allocation de sécurisation professionnelle (ASP) et l'aide différentielle au reclassement (ADR). Champ : France hors Mayotte ; personnes inscrites en catégories A, B, C, D, E ou dispensées de recherche d'emploi indemnisées par l'assurance chômage en septembre 2017 et continuellement indemnisables ; les valeurs aberrantes sont exclues (0,8 % des observations).  
Source : Pôle emploi, Fichier Historique statistique (échantillon au 1/10) ; segment D3 2017.

## 4. Allocation d'aide au retour à l'emploi et revenus d'activité des personnes continuellement indemnisables par l'ARE selon l'exercice ou non d'une activité réduite en septembre 2017

données brutes

	Répartition (en %)	Montants moyens perçus (en euros par mois)		
		Salaire net (1)	Allocation nette (2)	Revenu total net (3) = (1) + (2)
<b>Personnes indemnisées</b>	<b>73</b>	<b>260</b>	<b>895</b>	<b>1 155</b>
Avec des revenus d'activité	26	735	590	1 325
Sans revenus d'activité	47	0	1 065	1 065
<b>Personnes non indemnisées</b>	<b>27</b>	<b>1 335</b>	<b>0</b>	<b>1 335</b>
Avec des revenus d'activité	26	1 430	0	1 430
Sans revenus d'activité	2	0	0	0
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>555</b>	<b>650</b>	<b>1 205</b>

Note : les salaires nets d'activité réduite ont été estimés en appliquant les taux contractuels obligatoires de cotisation en vigueur en 2017 (par tranche de plafonds mensuels de sécurité sociale) aux salaires bruts déclarés de revenus d'activité et en approchant la qualification de l'activité réduite exercée par la qualification du métier recherché. Champ : France hors Mayotte, personnes inscrites en catégories A, B, C, D, E ou dispensées de recherche d'emploi continuellement indemnisables par l'allocation d'aide au retour à l'emploi (ARE) en septembre 2017 ; les valeurs aberrantes sont exclues (0,9 % des observations).  
Source : Pôle emploi, Fichier Historique statistique (échantillon au 1/10) ; segment D3 2017.

## 2.5 Chômage dans les régions

En moyenne en 2018, le **taux de chômage** (au sens du BIT) s'établit à 9,1 % de la population active en France (hors Mayotte). Il est plus faible que la moyenne nationale en Île-de-France, dans les régions de l'Ouest (Pays de la Loire et Bretagne) et du Centre-Est (Auvergne-Rhône-Alpes et Bourgogne-Franche-Comté) : entre 7,4 % et 7,9 %. En Bretagne, Bourgogne-Franche-Comté et Normandie, les écarts de taux de chômage entre les différentes **zones d'emploi** sont relativement faibles, les marchés du travail étant plus homogènes que dans les autres régions.

Le taux de chômage est significativement plus élevé qu'en moyenne nationale dans les Hauts-de-France et dans le Sud (Occitanie, Provence-Alpes-Côte d'Azur) : entre 10,5 % et 11,3 %. En Occitanie et dans les Hauts-de-France, la situation est toutefois contrastée entre zones d'emploi. En Occitanie notamment, le taux de chômage varie de 5,6 % dans la zone d'emploi de Rodez à 16,5 % dans la zone d'emploi d'Agde-Pézenas.

Dans les départements et régions d'outre-mer (Drom), le taux de chômage est nettement plus élevé qu'en métropole et varie de 17,7 % en Martinique à 24,3 % à La Réunion. Des facteurs démographiques spécifiques, l'inadéquation entre emploi et formation ainsi que l'étroitesse du marché du travail en sont les principaux déterminants.

Quelle que soit la région, le taux de chômage est nettement plus élevé pour les

15-24 ans (20,8 %) que pour les plus âgés. Le taux de chômage des jeunes est plus élevé dans les Drom (de 39,2 % en Guyane à 55,2 % en Guadeloupe), dans le nord (27,5 % dans les Hauts-de-France) et le sud de la France (25,9 % en Occitanie) ; il est relativement plus faible en Île-de-France, ainsi que dans les régions de l'Ouest (Pays de la Loire et Bretagne) et de l'Est (Auvergne-Rhône-Alpes, Bourgogne-Franche-Comté et Grand Est) : entre 14,8 % et 19,5 %.

En 2018, en France (hors Mayotte), le taux de chômage des hommes (9,0 %) est proche de celui des femmes (9,1 %). Le taux de chômage des hommes est plus élevé que celui des femmes en Martinique (de 1,2 point) et en région Grand Est (de 0,3 point). À l'inverse, il est nettement plus faible que celui des femmes dans les autres Drom (- 3,7 points en Guadeloupe, - 3,6 points en Guyane et - 1,2 point à La Réunion) ainsi qu'en Corse (- 2,0 points).

En 2018, le taux de chômage en France continue de baisser (- 0,3 point, après - 0,7 point en 2017). Ce recul est relativement homogène sur tout le territoire métropolitain : entre - 0,2 point en Île-de-France et - 0,6 point dans le Grand Est et en Corse. Dans les Drom, la situation est plus contrastée : le taux de chômage diminue fortement en Guyane (- 3,3 points), est quasiment stable en Martinique (- 0,1 point) et augmente en Guadeloupe (+ 0,7 point) et à La Réunion (+ 1,5 point). ■

### Définitions

**Taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT), zone d'emploi, Estimations d'emploi** : voir annexe *Glossaire*.

**Taux de chômage localisé** : source de référence en matière de suivi conjoncturel du chômage par zone géographique. Les taux de chômage localisés sont cohérents avec le nombre de chômeurs issu de l'enquête Emploi à l'échelon national, et s'appuient sur la structure des demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi pour la ventilation géographique.

### Pour en savoir plus

- « Une photographie du marché du travail en 2018 : le taux d'emploi des jeunes et des seniors augmente de nouveau », *Insee Première* n° 1740, mars 2019.

# Chômage dans les régions 2.5

## 1. Taux de chômage en 2018

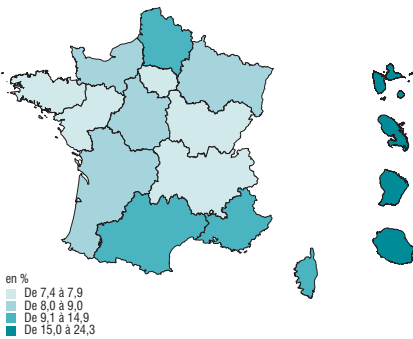
en %

	Ensemble	Évolution 2017/2018	Sexe		Âge		
			Femmes	Hommes	15-24 ans	25-49 ans	50 ans ou plus
Auvergne-Rhône-Alpes	7,8	-0,3	7,9	7,6	17,0	7,4	5,4
Bourgogne-Franche-Comté	7,7	-0,5	7,7	7,7	18,5	7,1	5,4
Bretagne	7,5	-0,4	7,5	7,5	18,7	6,9	5,2
Centre-Val de Loire	8,4	-0,4	8,4	8,4	21,1	7,8	5,7
Corse	9,3	-0,6	10,4	8,4	24,0	8,8	6,5
Grand Est	8,6	-0,6	8,5	8,8	19,5	8,1	6,1
Hauts-de-France	11,3	-0,3	11,2	11,3	27,5	10,1	7,7
Ile-de-France	7,9	-0,2	7,8	7,9	14,8	7,6	6,2
Normandie	9,0	-0,4	8,9	9,0	23,0	8,1	6,0
Nouvelle-Aquitaine	8,4	-0,4	8,6	8,2	21,1	7,9	5,7
Occitanie	10,6	-0,4	10,7	10,5	25,9	9,9	7,3
Pays de la Loire	7,4	-0,4	7,7	7,2	18,1	6,7	5,1
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	10,5	-0,3	10,5	10,5	23,3	10,1	7,5
Guadeloupe	23,1	0,7	24,8	21,1	55,2	24,5	14,8
Martinique	17,7	-0,1	17,1	18,3	49,4	19,9	9,8
Guyane	19,1	-3,3	21,0	17,4	39,2	19,0	10,2
La Réunion	24,3	1,5	24,9	23,7	50,3	23,2	16,6
<b>France hors Mayotte</b>	<b>9,1</b>	<b>-0,3</b>	<b>9,1</b>	<b>9,0</b>	<b>20,8</b>	<b>8,5</b>	<b>6,4</b>

Lecture : en 2018, le taux de chômage en Auvergne-Rhône-Alpes est de 7,8 %. C'est 0,3 point de moins qu'en 2017. Le taux de chômage des hommes y est de 7,6 % ; celui des femmes de 7,9 %. Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

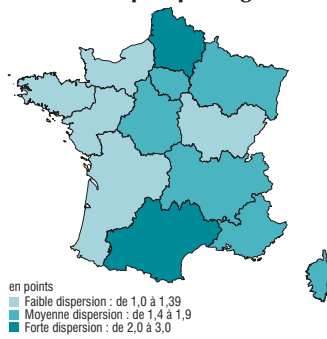
## 2. Taux de chômage en 2018



Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

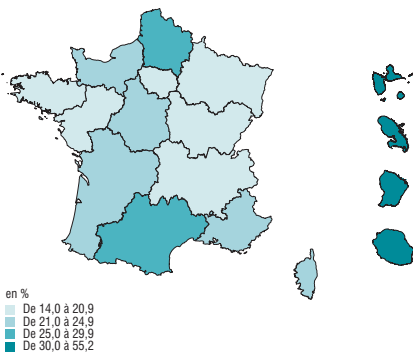
## 3. Dispersion des taux de chômage des zones d'emploi par région en 2018



Note : la dispersion est mesurée par l'écart type. Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

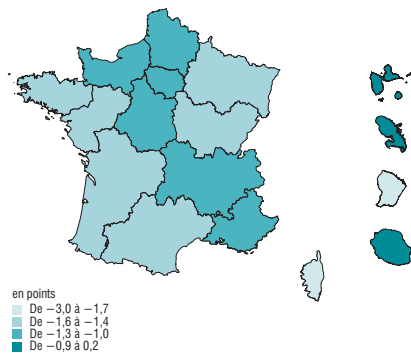
## 4. Taux de chômage des 15-24 ans en 2018



Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

## 5. Évolution du taux de chômage entre 2015 et 2018



Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, taux de chômage localisés.